

SICTOM de la Zone de Lons-le-Saunier

Séance du VINGT-SEPT MARS DEUX MILLE VINGT-CINQ

Nombre de membres adhérents : 180
 Nombre de membres présents : 94
 Nombre de membres votants : 97
 Date de convocation : 10/03/2025
 Affiché le : 03/04/2025

PROCES VERBAL

Étaient présents les délégués suivants :

GAY Gemma (ALIEZE)	FAIVRE Janine (ANDELOT-MORVAL)	**MONNERET Philippe (ARINTHOD) (1)	**DUPUIS Guy (ARINTHOD) (1)	**MONDIERE Stéphane (BEAUFORT-ORBAGNA)	MERCKY Thomas (BEFFIA)
**LAMONICA Jérôme (BLETTERANS)	DUC Pierre (BLOIS-SUR-SEILLE)	DEVAUX-PELLIER Christophe (BORNAY)	BOULET Cyril (BRIOD)	ROUGEMONT Daniel (BROISSIA)	TISSOT Gilbert (CERNON)
CHAUVIN Didier (CHAMBERIA)	LAGOUGE Yan (CHATEAU-CHALON)	MUTIAUX Jean-Jacques (CHATEAU-CHALON)	GRILLET Daniel (CHAUMERGY)	MARECHAL Florian (CHAVERIA)	CHANOIS Pierre (CHENE-SEC)
PELLEGRINELLI Colette (CHEVREAU)	CHAFFARD-QOCHIH Zora (CHILLY-LE-VIGNOBLE)	LEVEQUE Alain (COLONNE)	PONARD Annie (CONDAMINE)	GUILLOT Patrick (CONDES)	ROUSSEL Jean-Claude (CONLIEGE)
BISANCON Pierre (CORNOD)	ROBELIN Bernard (COSGES)	**MOUILLOT Alain (COURLAOUX)	**DUFFNER Hubert (COURLAOUX)	**RIVATTON Xavier (COUSANCE)	DOILLON Karine (CUISSIA)
PERNOT Céline (DESNES)	**MARTELIN Chantal (DOMBLANS)	**MATHIEUX Brigitte (DOMBLANS)	BECAUD Thierry (DOMPIERRE-SUR-MONT)	BENHELLI Thierry (ECRILLE)	PAROISSE Sylvie (FONTAINEBRUX)
CLAVIER Pierre (FREBUANS)	DALLOZ Alain (GENOD)	VAN DONSELAAR Carine (GIGNY-SUR-SURAN)	BARAN Patrice (GIZIA)	PUTIN Cyril (GRAYE ET CHARNAY)	LECOULTRE Franck (HAUTEROCHÉ)
ROUSSOT Marlène (L'ETOILE)	LAVRY Dominique (LA BOISSIERE)	BELPERRO Pierre-Rémy (LA CHAILLEUSE)	TROSSAT Albert (LA CHASSAGNE)	SARRAND Frédéric (LA-TOUR-DU-MEIX)	VALLET Hubert (LE FIED)
FANDEUX René (LE LOUVEROT)	PETIOT Jérôme (LE PIN)	THIEBAUT Jacques (LES DEUX-FAYS)	MICHEL Nathalie (LES TROIS CHATEAUX)	GENAUDET Patrick (LOISIA)	BOURDY Jean-Philippe (LOMBARD)
*****MAILLARD Marie-Pierre (LONS-LE-SR (1))	*****BARTHELET Thomas (LONS-LE-SR (1))	*****GRICOURT Philippe (LONS-LE-SR (1))	BRAYARD Laurent (MACORNAY)	DEVAL Isabelle (MAYNAL)	ROUAH Jean-Pierre (MESSIA-SUR-SAONE)
VINCENT Daniel (MOIRON)	MUSCAT Myriam (MONNETAY)	LISSANDRE Julien (MONTAIGU)	SOLLER Evelynne (MONTAIN)	**GROSSET Pierre (MONTMOROT)	**MATHEZ Sylvie (MONTMOROT) (1)
MERUT Christiane (NOGNA)	MERCIER Tristan (ONNOZ)	**LIGIER Michel (ORGELET) (1)	TROSSAT Michel (PASSEANS)	RAMELET Marie-Odile (PLAINOISEAU)	CAZOT Géraldine (PRESILLY)
HENRY Fabrice (QUINTIGNY)	NIEL René (REVIGNY)	CACHOT Jacques (ROTALIER)	JEANDOT Guy (RUFFEY-SUR-SEILLE)	BEURRIER Jacky (RYE)	**OVISTE BRENOT Valérie (ST AMOUR) (1)
**TIMONIER Alexandre (SAINT AMOUR)(1)	VOISIN Aline (ST DIDIER)	BACHELEY Denis (SAINT-LAMAIN)	DECHAUME José (SAINT-LOTHAIN)	DALLOZ Christel (SARROGNA)	FUSIER Thierry (SERGENAUX)
CERESA Pascal (SERGENON)	BOULANGER Patrice (THOIRETTE-COISIA)	BOISSON Jean-Yves (TOULOUSE-LE-CHATEAU)	MARTINOD Fabrice (TRENAL)	BADOT Daniel (VERIA)	GIONO Gérard (VERNANTOIS)
PERREY Christophe (VEVY)	BOISSON Evelynne (VILLENEUVE-SOUS-PYMONT)	BOUVIER Pascal (VILLEVIEUX)	LISSE Jean-Claude (VOSBLES-VALFIN)		

Absents excusés :

LINARES Maryline (ARLAY)	PERRIN Patrick (BAUME LES MESSIEURS)	CANAL Amandine (BONNEFONTAINE)	NICOLAS Christian (CESANCEY)	MORNICO Joel (CHAUMERGY)	BORNOT Antoine (CHILLE)
FRONTENAY	LADOYE SUR SEILLE	GRASSER Rémy (LA MARRE)	BORNOT FAIVRE Carine (LARNAUD)	LE VILLEY	** PERRIN Anne (LONS-LE-SAUNIER) (1)
** RAMEAU Jean-Philippe (LONS-LE-SAUNIER) (1)	OUTHIER Pascal (MENETRU LE VIGNOBLE)	TARRIUS Aurélie (MONTIGNY SUR L'AIN)	NANCUISE	NEVY SUR SEILLE	**CHATOT Patrick (ORGELET)
POIDS DE FIOLE	PUBLY	DUPARCHY Sandrine (ROTHONAY)	CHAZOT Samuel (VAL D'EPY)	CATTEAU Jérémie (VOITEUR)	

Absents :

** ARLAY	** AROMAS	AUGEA	AUGISEY	BALANOD	** BEAUFORT ORBAGNA
** BLETTERANS	BOIS DE GAND	CHAMPROUGIER	CHARNOD	CHEMENOT	COMMENAILLES
COURBETTE	COURBOUZON	COURLANS	**COUSANCE	CRESSIA	DARBONNAY
DIGNA	DRAMELAY	FAY EN MONTAGNE	FOULENAY	FRANCHEVILLE	GERUGE
GEVINGEY	LA CHARME	LA CHAUX EN BRESSE	LAVIGNY	LE CHATELEY	LE VERNONIS
MANTRY	MARIGNA SUR VALOUSE	MARNEZIA	MERONA	MONAY	MONNET-LA-VILLE
MONTAGNA-LE-RECONDUIT	MONTFLEUR	MONTLAINISIA	MONTREVEL	MOUTONNE	NANCE
PANNESIERES	PICARREAU	PIMORIN	PLAISIA	PONT DU NAVOY	RECANOZ
REITHOUSE	RELANS	ROSAY	SAINT-MAUR	SELLIERES	THOISSIA
** VAL SONNETTE	** VAL SONNETTE	VAL SURAN	VALZIN EN PETITE MONTAGNE	VERGES	VERS-SOUS-SELLIERES
VESCLES	VILLERSERINE	VINCENT-FROIDEVILLE			

Pouvoirs :

LANIESSE Michel (LE CHATELEY) pouvoir transmis à LEVEQUE Alain (COLONNE)	**CHATOT Patrick (ORGELET) pouvoir transmis à LIGIER Michel (ORGELET)	*****RAMEAU Jean-Philippe (LONS-LE-SAUNIER) pouvoir transmis à MAILLARD Marie-Pierre (LONS-LE-SAUNIER)		
--	---	--	--	--

ORDRE DU JOUR :

- **Actualités du SICTOM :**
- **Délibérations :**
 - Election de 2 Vice-Président(e)s,
 - Désignation d'un titulaire au SYDOM,
 - Approbation du compte financier unique (CFU) – année 2024,
 - Affectation du résultat de l'exercice – année 2024,
 - Subvention allouée à la Caisse d'Action Sociale de la ville de Lons-le-Saunier,
 - Compte Personnel de Formation (CPF),
 - Pertes sur créances irrécouvrables,
 - Imputations en section d'investissement pour l'année 2025,
 - Recensement des marchés conclus durant l'année 2024,
 - Budget Primitif 2025
 - Modifications du tableau des emplois,
 - Acquisition d'une benne à ordures ménagères et d'un camion ampliroll,
 - Durée d'amortissement des frais d'études et d'insertion non suivis de réalisation,
- **Délibérations prises en Bureau pour information :**
 - Prime d'intéressement à la performance collective,
 - Ligne de trésorerie,
- **Questions et informations diverses.**

La Présidente ouvre la séance et présente les délégués excusés (voir en-tête de compte rendu).

Le procès-verbal du Comité Syndical du 26/11/2024 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Secrétaire de séance :

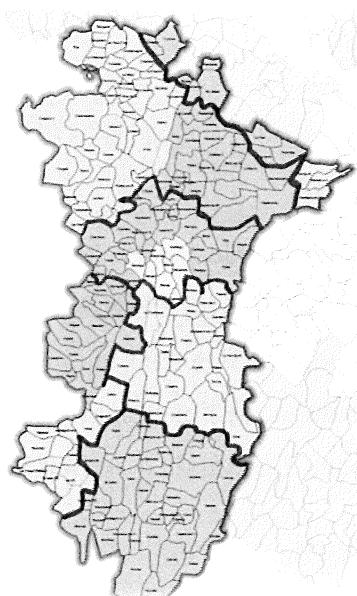
Après appel à candidature, **Mme Chantal MARTELIN, déléguée de la commune de Domblans**, est nommée secrétaire de séance.

La Présidente passe à l'ordre du jour notamment l'élection de 2 Vice-présidents en remplacement de M. Eric TOURNEUR sur le secteur Nord du SICTOM et de M. Philippe VINCENT sur le secteur d'ECLA.

Pour rappel des statuts du SICTOM :



Election de
deux
Vice-Présidents



Statuts SICTOM
2018



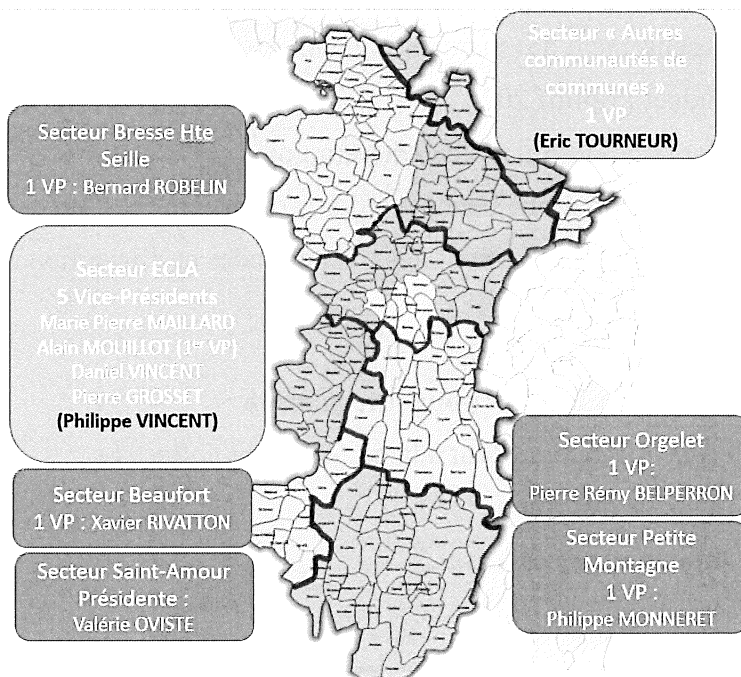
183
délégues

1
Présidente

10
Vice-Présidents



Election de
deux
Vice-Présidents



Statuts
SICTOM 2018



183
délégues

1
Présidente

10
Vice-Présidents

M. Thomas BARTHELET est seul candidat à se présenter sur le secteur d'ECLA, élu de la commune de Lons-le-Saunier.

M. José DECHAUME est seul candidat à se présenter sur le secteur Nord du SICTOM, élu de la commune de Saint-Lothain.

Considérant qu'il n'y a qu'un seul candidat à chaque poste de Vice-Président, la Présidente demande à l'assemblée si elle accepte d'effectuer les votes à mains levées ou si elle souhaite passer aux urnes.

L'assemblée accepte à l'unanimité de participer aux votes à mains levées.

Election Vice-Président(e) représentant l'Espace Communautaire Lons Agglomération (ECLA)

RAPPORTEUR : Valérie OVISTE-BRENOT

La Présidente **Madame Valérie OVISTE BRENOT** fait procéder à l'élection du (de la) 5^{ème} Vice-Président(e), représentant ECLA.

Après appel à candidatures, **Monsieur BARTHELET Thomas**, délégué de la commune de Lons-le-Saunier est seul à se porter candidat.

Il est proposé au Comité Syndical de bien vouloir procéder à l'élection du 5^{ème} Vice-Président.

Monsieur BARTHELET Thomas est élu 5^{ème} Vice-Président du SICTOM à l'unanimité.

Election Vice-Président(e) représentant la Communauté de Communes Arbois, Poligny, Salins Cœur du Jura

RAPPORTEUR : Valérie OVISTE-BRENOT

La Présidente **Madame Valérie OVISTE BRENOT** fait procéder à l'élection du (de la) 8^{ème} Vice-Président(e), représentant la Communauté de Communes Arbois, Poligny, Salins Cœur du Jura.

Après appel à candidatures, **Monsieur DECHAUME José** de la commune de SAINT LOTHAIN est seul à se porter candidat.

Il est proposé au Comité Syndical de bien vouloir procéder à l'élection du 8^{ème} Vice-Président.

Monsieur DECHAUME José est élu 8^{ème} Vice-Président du SICTOM à l'unanimité.

Election délégué titulaire du SICTOM au SYDOM

RAPPORTEUR : Valérie OVISTE-BRENOT

Le SICTOM de la Zone de LONS-LE-SAUNIER a adhéré le 10/03/1988 au SYDOM, (Syndicat Départemental de traitement des Ordures Ménagères).

Le SICTOM de la Zone de LONS-LE-SAUNIER est donc représenté au sein de ce syndicat par quatre délégué(e)s titulaires et quatre suppléant(e)s.

Suite du départ de Monsieur VINCENT Philippe (ancien élu de la commune de PERRIGNY), il est nécessaire de procéder à l'élection d'un délégué(e)s titulaire du SICTOM au SYDOM.

Pour rappel :

- **Délégué(e)s titulaires :**

- **Madame Valérie OVISTE BRENOT**, élue de la Commune de SAINT AMOUR,
- **Monsieur Alain MOUILLOT**, élu de la Commune de COURLAOUX,
- **Monsieur Pierre Rémy BELLERON**, élu de la Commune de LA CHAILLEUSE,

- **Délégués suppléants :**

- **Monsieur Pierre GROSSET**, élu de la Commune de MONTMOROT,
- **Monsieur Bernard ROBELIN**, élu de la Commune de COSGES,
- **Monsieur Xavier RIVATTON**, élu de la Commune de COUSANCE,
- **Monsieur Dominique BILLOT**, élu de la Commune de CHILLY LE VIGNOBLE.

La Présidente demande s'il y a des candidat(e)s à ce poste.

Monsieur Bernard ROBELIN de la commune de COSGES est candidat comme délégué titulaire.

Le candidat visé ci-dessus a été élu à l'unanimité pour représenter le SICTOM au SYDOM du Jura.

Election délégué suppléant du SICTOM au SYDOM

RAPPORTEUR : Valérie OVISTE-BRENOT

Le SICTOM de la Zone de LONS-LE-SAUNIER a adhéré le 10/03/1988 au SYDOM, (Syndicat Départemental de traitement des Ordures Ménagères).

Le SICTOM de la Zone de LONS-LE-SAUNIER est donc représenté au sein de ce syndicat par quatre délégué(e)s titulaires et quatre suppléant(e)s.

Suite à la nomination comme délégué titulaire de Monsieur ROBELIN Bernard délégué de la commune de COSGES, il est nécessaire de procéder à l'élection d'un délégué(e)s suppléant du SICTOM au SYDOM.

Pour rappel :

- **Délégué(e)s titulaires :**

- **Madame Valérie OVISTE BRENOT**, élue de la Commune de SAINT AMOUR,
- **Monsieur Alain MOUILLOT**, élu de la Commune de COURLAOUX,
- **Monsieur Pierre Rémy BELLERON**, élu de la Commune de LA CHAILLEUSE,
- **Monsieur Bernard ROBELIN**, élu de la Commune de COSGES,

- **Délégués suppléants :**

- **Monsieur Pierre GROSSET**, élu de la Commune de MONTMOROT,
- **Monsieur Xavier RIVATTON**, élu de la Commune de COUSANCE,
- **Monsieur Dominique BILLOT**, élu de la Commune de CHILLY LE VIGNOLE.

La Présidente demande s'il y a des candidat(e)s à ce poste.

Monsieur BARTHELET Thomas, délégué de la commune de Lons-le-Saunier est candidat comme délégué suppléant.

Le candidat visé ci-dessus a été élu à l'unanimité pour représenter le SICTOM au SYDOM du Jura.

Le 1^{er} Vice-Président du SICTOM, Alain MOUILLOT, présente de CFU (compte financier unique)

**Compte Financier
Unique
(CFU)**

2024

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

		Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	1 851 334,28	13 858 061,00	15 709 395,28
	Recettes réalisées (1)	1 486 666,23	13 765 908,66	15 252 574,89
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	3 804 818,00	13 858 061,00	17 662 879,00
	Dépenses réalisées (1)	3 042 358,77	13 394 990,98	16 437 349,75
	Restes à réaliser	-289 276,00	0,00	-289 276,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	-1 555 692,54	370 917,68	-1 184 774,86
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	1 953 483,72	0,00	1 953 483,72
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	397 791,18	370 917,68	768 708,86
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	-289 276,00	0,00	-289 276,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	108 515,18	370 917,68	479 432,86

8

M. Philippe GRICOURT, élu de la commune de Lons-le-Saunier, souhaite savoir à quoi est dû le solde négatif des réalisations de l'exercice (-1 555 692,54 €).

M. Alain MOUILLOT explique qu'il s'agit d'un reste à réaliser de 2024 qui a été reporté. Le budget précédent a été effectué en tenant compte de dépenses qui n'avaient pas pu être réalisées :

- Retard sur la réalisation des travaux de la déchetterie de Bletterans,
- 4 bennes à OM avaient été commandées l'année 2024 et n'ont pas été livrées à temps.

1- Approbation du Compte Financier Unique (CFU) – Année 2024

RAPPORTEUR : Alain MOUILLOT

Le Compte Financier Unique retrace l'exécution des différents documents budgétaires adoptés au cours d'un exercice : Budget Primitif, Budget Supplémentaire ou Décisions Modificatives.

Ce document comptable permet de :

- Comparer les prévisions et les réalisations,
- Reporter les crédits affectés à des opérations non achevées en totalité à la clôture de l'exercice,
- D'arrêter les résultats définitifs à la clôture de l'exercice.

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents :

- **Adopte** le Compte Financier Unique de l'exercice 2024,
- **Arrête** les résultats définitifs tels que détaillés dans le document joint.

2- Affectation du résultat de l'exercice – Année 2024

RAPPORTEUR : Alain MOUILLOT

Le rapporteur expose au Comité Syndical :

Après avoir examiné le compte financier unique, statuant sur l'affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement.

Constatant que le compte financier unique fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de 370.917,68 €

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit

Résultat de fonctionnement

Il est constitué par le cumul du résultat de l'exercice et du résultat reporté.

Résultat de l'exercice	+	370.917,68 €
Ligne 002 résultats antérieurs reportés	+	0 €
Résultat à affecter	=	370.917,68 €

Solde d'exécution d'investissement

Il est constitué par le cumul du solde de l'exercice et du résultat reporté et complété des restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Solde de l'exercice	-	1.555.692,54 €
Il correspond à la différence entre les titres et les mandats émis		
R 001 (résultat reporté)	+	1.953.483,72 €
Solde des restes à réaliser		
Dépenses	-	289.276,00 €
SOLDE	=	108.515,18 €

Affectation du résultat : 370.917,68 €

Couverture de besoin de financement de la section
D'investissement -

Report en fonctionnement R 002 370.917,68 €

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Accepte** l'affectation de l'excédent de fonctionnement de l'année 2024 comme défini ci-dessus.



Budget 2025

Section
EXPLOITATION

Dépenses

1/7

III – VOTE DU BUDGET			
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES			
Chap / art (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)
011	Charges à caractère général (5) (6)	4 485 435,00	4 689 454,00
6061	Fournitures non stockables / eau, énergie	40 265,00	46 897,00
6063	Fournitures entretien et petit équip	171 655,00	160 858,00
6064	Fournitures administratives	3 048,00	1 852,00
6066	Carburants	535 339,00	562 436,00
6068	Autres matières et fournitures	166 123,00	159 608,00
611	Sous-traitance générale	2 879 274,00	2 958 574,00
6132	Locations immobilières	1 320,00	1 320,00
6135	Locations mobilières	12 787,00	12 209,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	44,00	22,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	50 000,00
61551	Entretien matériel roulant	58 768,00	58 011,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	10 056,00	14 042,00
6156	Maintenance	69 366,00	82 735,00
6161	Multirisques	1 561,00	4 565,00
6168	Autres	34 502,00	69 999,00
617	Etudes et recherches	4 000,00	24 840,00
618	Divers	23 821,00	28 848,00
6226	Honoraires	5 000,00	5 000,00
6228	Divers	9 369,00	5 966,00
6231	Annonces et insertion	4 000,00	1 728,00
6236	Catalogues et imprimés	4 474,00	4 388,00
6256	Missions	8 721,00	9 026,00
6257	Réceptions	4 210,00	4 587,00
6261	Frais d'affranchissement	3 641,00	3 661,00



Budget 2025

Section
EXPLOITATION

Dépenses

2/7

Chap/ art	Libellé	Pour mémoire Budget cumulé précédent	Propositions nouvelles
6262	Frais de télécommunications	19 600,00	20 530,00
627	Services bancaires et assimilés	2 600,00	3 014,00
6281	Concours divers (cotisations)	243 932,00	243 898,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	20 140,00	20 629,00
6288	Autres	139 267,00	121 692,00
63513	Autres impôts locaux	308,00	154,00
6358	Autres droits	6 244,00	6 365,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	2 000,00	2 000,00

M. Philippe GRICOURT demande des informations complémentaires sur les dépenses de l'article 617 « études et recherches » pour un montant de 24 840,00 € .

Mme Agnès SPECQ-LUTHI, directrice du SICTOM, répond que le SICTOM a pris en charge l'étude sur la tarification incitative demandée par ECLA. Le remboursement total par ECLA apparaîtra dans la section recettes.

Les dépenses de « maintenance » - art 6156 - ont subi une forte augmentation car le SICTOM doit réaliser cette année l'entretien de tous les séparateurs, débourbeurs d'hydrocarbures sur l'ensemble des déchetteries.

Les dépenses « multirisques » - art 6161 – ont fortement augmenté également en raison de la difficulté à trouver un assureur pour la flotte des véhicules du SICTOM.



Budget 2025

	Chap/ art	Libellé	Pour mémoire Budget cumulé précédent	Propositions nouvelles
Section	012	Charges de personnel, frais assimilés	4 458 353,00	4 496 160,00
EXPLOITATION	6218	Autre personnel extérieur ← MAD agent ESAT	4 253,00	5 150,00
	6331	Versement de mobilité ← ECLA (versement transports)	8 152,00	8 061,00
	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	11 645,00	11 513,00
	6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	45 157,00	44 693,00
Dépenses	6411	Salaires, appointements, commissions	2 300 030,00	2 274 526,00
	6413	Primes et gratifications	1 000,00	1 000,00
	6414	Indemnités et avantages divers ← Primes (RIFSEEP, stagiairisations)	588 583,00	566 004,00
	6415	Supplément familial	52 629,00	57 541,00
	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	425 136,00	436 152,00
	6452	Cotisations aux mutuelles ← RELYENS (ex SOFAXIS)	312 407,00	333 190,00
	6453	Cotisations aux caisses de retraites	605 358,00	652 664,00
	6454	Cotisations au Pôle emploi	23 482,00	22 585,00
	6474	Versement aux autres œuvres sociales ← CAS et participation MNT	51 019,00	54 774,00
	6475	Médecine du travail, pharmacie	11 190,00	13 345,00
	648	Autres charges de personnel ← Fonds Handicap, contrats PEC	18 312,00	14 962,00

Mme Chantal MARTELIN, élue de la commune de Domblans, demande un complément d'information sur l'augmentation à l'art 6474 « versement aux autres œuvres sociales ».

M. Alain MOUILLOT précise qu'il s'agit de la cotisation à la Caisse d'Action Sociale de la Ville de Lons-le-Saunier, cotisation annuelle qui varie en fonction du nombre d'agents au SICTOM.

Mme Agnès SPECQ-LUTHI apporte un complément d'information sur ce point. Le SICTOM propose dorénavant aux agents temporaires des contrats longs qui de ce fait entrent dans le calcul des cotisations versées à la CAS.

3- Subvention allouée à la caisse d'action sociale de la ville de Lons-le-Saunier

RAPPORTEUR : Pierre GROSSET

Depuis 1994, le SICTOM de la Zone de LONS-LE-SAUNIER est adhérent à la Caisse d'Action Sociale (C.A.S) de la Ville de LONS-LE-SAUNIER pour son personnel permanent. Une convention a été signée le 13 juin 1994 ainsi que quatre avenants en date du 3 janvier 2011, du 27 Janvier 2012, du 25 février 2013 et du 19 novembre 2019 entre la C.A.S et le SICTOM.

Conformément au dernier avenant, le SICTOM versera une subvention, d'un montant calculé comme suit :

$$\text{Contribution} = 6\,000\text{ € (frais fixes)} + 358\text{ €} \times \text{nombre d'agents}$$

Le montant prévisionnel de la subvention en 2025 s'élève ainsi à **36 430 €** (pour 85 agents)
(PM : 33 834,51 € réalisé en 2024).

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré :

ABSTENTION	CONTRE	POUR
4	0	93

- **Accepte** le versement de la subvention à la C.A.S.
- **Dit** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 et suivants en dépense au chapitre 012, article 6474.

4- Compte Personne de Formation (CPF)

RAPPORTEUR : Bernard ROBELIN

Rappel de la réglementation :

Depuis janvier 2017, les agents publics bénéficient d'un compte personnel d'activité (CPA) qui s'articule autour du compte personnel de formation (CPF) et du compte d'engagement citoyen (CEC).

Le CPF, qui se substitue au compte DIF (Droit Individuel à la Formation), porte sur toute action de formation, hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un certificat de qualification professionnel ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnel (par exemple : préparation d'une future mobilité, promotion ou reconversion professionnelle dans le secteur privé pour création ou reprise d'une entreprise etc...).

Conformément à l'article 9 du décret 2017-928 du 06 mai 2017, l'employeur doit prendre en charge les frais pédagogiques qui se rattachent à la formation suivie au titre du CPF. Il a la possibilité de prendre en charge les frais annexes liés à cette formation. La prise en charge des frais peut faire l'objet de plafonds déterminés par une délibération.

En cas de constat d'absence de suivi de tout ou partie de la formation sans motif valable, l'agent doit rembourser les frais mentionnés au 1^{er} alinéa.

Lorsque plusieurs actions de formation permettent de satisfaire la demande de l'agent, une priorité est accordée aux actions de formations assurées par l'employeur de l'agent qui demande l'utilisation de son CPF.

Le CPF au SICTOM :

Dans le cadre des formations éligibles au CPF, il est proposé :

- D'attribuer l'allocation d'un budget global d'un montant total de 6 000 euros pour l'année 2025, (PM en 2024, 6 000 €)
- De limiter le recours au CPF à une seule demande sur l'année par agent,
- De cibler les actions prioritaires suivantes :
 - 1) Préparation d'un concours de la Fonction Publique
 - 2) Obtention d'un BEP, CAP, BAC, BP ou BT,
 - 3) Gestion ou prévention d'une inaptitude ou usure professionnelle (certificat établi par le médecin de prévention ou le médecin du travail),
 - 4) Validation des Acquis et de l'Expérience,
 - 5) Obtention d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat

Un appel à projets annuel sera effectué afin que la commission du personnel examine les demandes.

Ces conditions d'éligibilité au CPF pourront être amenées à évoluer en fonction des demandes et de la politique du SICTOM.

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

M. Christophe PERREY, élu de la commune de Vevy, demande quel est le nombre d'agents faisant des demandes de formation dans le cadre du CPF chaque année.

La Présidente répond qu'en 2024 il y a eu 2 demandes d'utilisation du CPF.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Institue** le cadre du CPF au SICTOM selon les modalités proposées ci-dessus,
- **Autorise** la Présidente à signer tous les documents afférents au CPF,
- **Inscrit** les crédits au budget primitif 2025 et suivants en dépense au chapitre 011 – services 00 - 11 - 12 - 13 – 14 – 15 – 16 – 17 article 6184,

5- Modification du tableau des emplois

RAPPORTEUR : Marie-Pierre MAILLARD

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Conformément aux Lignes Directrices de Gestion du SICTOM applicables au 1^{er} janvier 2021, il convient de modifier et de mettre à jour le tableau des effectifs nécessaires au fonctionnement des services comme défini ci-dessous :

<u>Emplois à supprimer</u>	<u>Emplois à créer</u>	<u>Emplois vacants</u>
		Trois postes dans le cadre des adjoints techniques à temps complet au 01/01/2025 (pôle collecte) (postes créés par délibération du 26/11/2024)
Un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe le 31/12/2024 à temps complet (pôle maintenance) Départ en retraite	Un poste dans le cadre des adjoints techniques à temps complet au 01/01/2025 (pôle collecte)	

		Deux postes dans le cadre d'adjoints technique à temps complet au 01/02/2025 (pôle déchetterie) (postes créés par délibération du 26/11/2024)
		Un poste dans le cadre d'emploi des adjoints technique à temps non complet à raison de 21/35 ^{ème} au 01/02/2025 (poste créé par délibération du 26/11/2024)
		Deux postes d'adjoints technique principal de 1^{ère} classe à temps complet (pôle collecte) Disponibilité
		Un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet (pôle mécanique) Disponibilité

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Accepte** les suppressions et créations des postes visées ci-dessus,
- **Autorise** la Présidente à signer les divers arrêtés individuels,
- **Dit** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2025 au Chapitre 012 - services 00 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 article 6411- 64112.



Budget 2025

Section
EXPLOITATION

Dépenses

5/7

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES				
Chap/ art	Libellé	Pour mémoire Budget cumulé précédent	Propositions nouvelles	
65	Autres charges de gestion courante	Logiciels hébergés en « Cloud »	83 620,00	87 375,00
6512	Droits d'utilisat ^r - informatique nuage		24 076,00	25 794,00
6518	Autres	Nom de domaine site Internet	103,00	105,00
6531	Indemnités élus		48 768,00	50 460,00
6533	Cotisations de retraite élus		2 040,00	2 346,00
6541	Créances admises en non-valeur		2 259,00	6 268,00
6542	Créances éteintes		6 175,00	2 397,00
6583	Déficits sur opérations de gestion	Frais prélèvements à la source (PAS)	194,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante		5,00	5,00
66	Charges financières (b) (8)		0,00	12 311,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance		0,00	11 336,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE		0,00	975,00
67	Charges exceptionnelles (c)		4 039 927,00	4 617 443,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion		4 019 676,00	4 592 394,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs		20 251,00	25 049,00

6- Pertes sur créances irrécouvrables

RAPPORTEUR : Pierre-Rémy BELLERON

Madame la Présidente explique que le SICTOM est saisi par le Trésorier Principal d'une demande d'admission de créances irrécouvrables. Il est rappelé que le comptable public a la compétence exclusive de la mise en recouvrement des titres de recettes du Syndicat. Dans le cadre de cette mission, il lui appartient d'effectuer toutes les diligences utiles et, le cas échéant, de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisées par la loi. Aussi, ce n'est que lorsque l'ensemble des poursuites engagées n'a pas permis de recouvrer les créances détenues par le Syndicat que leur admission peut être proposée.

L'admission a pour effet de décharger le comptable public de son obligation de recouvrer la créance, sans que cette circonstance mette fin aux poursuites, ni ne fasse obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Du point de vue de la Collectivité, la procédure d'admission se traduit, pour l'exercice en cours, par une charge budgétaire égale au montant des créances concernées. Cette procédure a ainsi pour objet de constater qu'une recette budgétaire comptabilisée sur un exercice antérieur ne se traduira pas, a priori, par un encaissement en trésorerie.

Afin de renforcer l'information relative aux pertes sur créances irrécouvrables, la réglementation depuis 2012, distingue les demandes d'admission selon qu'elles se rapportent ou non à des créances juridiquement éteintes.

En application de ces nouvelles dispositions, la catégorie « admissions en non-valeurs » regroupe les créances juridiquement actives, dont le recouvrement est rendu impossible par la situation financière du débiteur. Elle se distingue de « l'admission des créances éteintes », catégorie réservée aux créances dont l'extinction a été prononcée par le Tribunal de grande instance dans le cadre d'une procédure de redressement personnel sans liquidation judiciaire (particuliers) ou par le Tribunal de commerce dans le cadre d'une « clôture pour insuffisance d'actif » (professionnels).

Ainsi, comptablement, la charge des admissions de créances fait dorénavant l'objet de deux mandats distincts, l'un au compte 6541 « créances admises en non-valeurs », l'autre au compte 6542 « créances éteintes ».

Les admissions de créances proposées et transmises par le comptable public le 19 février 2025 intéressent des titres de recettes émis sur la période de 2016-2024.

Leur montant s'élève à 8.664,33 €, dont **6.267,83 € au titre des présentations en non-valeurs et 2.396,50 € au titre des créances éteintes** dont vous trouverez le détail ci-dessous :

- Admission des créances en non-valeurs : 6.267,83 €

* Redevance des ordures ménagères : 6.083,88 €

Année 2017	201,20 €
Année 2018	479,00 €
Année 2019	446,81 €
Année 2020	1.282,05 €
Année 2021	986,05 €

Année 2022 1.119,47 €
 Année 2023 819,30 €
 Année 2024 750,00 €

* Facturation apport en déchetterie : 183,95 €
 Année 2016 183,95 €

- **Admission des créances éteintes : 2.396,50 €**

* Redevance des ordures ménagères : 2.219,50 €
 Année 2016 157,00 €
 Année 2023 998,50 €
 Année 2024 1.064,00 €

* Facturation apport en déchetterie : 162,00 €
 Année 2021 20,80 €
 Année 2022 141,20 €

* Autres : 15,00 €
 Année 2022 15,00 €

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Approuve** l'exposé du rapporteur,
- **Accepte** l'admission en non-valeurs des créances proposées par le comptable public pour un montant de 6.267,83 € et de prélever la dépense correspondante sur les crédits du compte 6541 inscrits au Budget primitif 2025.
- **Accepte** l'admission des créances éteintes proposées par le comptable public pour un montant de 2.396,50 € et de prélever la dépense correspondante sur les crédits du compte 6542 inscrits au Budget primitif 2025.



Budget 2025

Section
EXPLOITATION

Dépenses

7/7

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL - DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		9 027 408,00	9 272 989,00	0,00
66	Charges financières (b) (8)	0,00	12 511,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	11 336,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	975,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	4 039 927,00	4 617 443,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	4 019 676,00	4 592 394,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	20 251,00	25 049,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (d) (9)	0,00	2 307,00	0,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	2 307,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	70 150,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		13 067 335,00	13 975 200,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (11) (12)	790 726,00	891 075,00	0,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	790 726,00	891 075,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		790 726,00	891 075,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		790 726,00	891 075,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		13 858 061,00	14 866 275,00	0,00
RESTES A REALISER N-1 (13)				0,00
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)				0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES				14 866 275,00

M. Guy DUPUIS, élu de la commune d'Arinthod, demande des informations complémentaires sur l'article 6718 « charges exceptionnelles gestion ».

M. Alain MOUILLOT explique qu'il s'agit du remboursement de la contribution de la REOM reversé par le SICTOM aux communautés de communes.

III – VOTE DU BUDGET				
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES				
Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget cédent (2)	Propositions nouvelles (3)	
013	Atténuations de charges (5)	171 854,00	148 677,00	
64198	Autres remboursements	170 448,00	147 349,00	
6459	Rembours charges SS et prévoyance	1 406,00	1 328,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 358 487,00	4 547 451,00	
701	Ventes produits finis et intermédiaires	19 067,00	20 821,00	
706	Prestations de services	4 121 210,00	4 313 013,00	
7088	Autres produits activités annexes	218 210,00	213 617,00	
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	
74	Subventions d'exploitation	24 750,00	90 660,00	
74	Subventions d'exploitation	24 750,00	90 660,00	
75	Autres produits de gestion courante	656 133,00	667 660,00	
7581	FCTVA	1 329,00	0,00	
7588	Autres	654 804,00	667 660,00	
TOTAL = RECETTES DE (a) = 013 + 70		5 211 224,00	5 454 448,00	
76	Produits financiers (b)	3,00	3,00	
761	Produits de participations	3,00	3,00	


Explications concernant le fonctionnement des recettes et des dépenses concernant la REOM et la TEOM :

Dans un premier temps, le SICTOM appelle la contribution à chaque communauté de communes qui financent celle-ci soit par la TEOM (Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères) ou la REOM (Redevance d'enlèvement des Ordures Ménagères)

Dans un second temps le SICTOM perçoit la redevance des usagers, par le biais de la trésorerie Principale, et rembourse les communautés de communes.

M. Philippe GRICOURT, souhaite connaître le pourcentage d'augmentation de la contribution demandée aux Communautés de Communes

M. Alain MOUILLOT annonce une augmentation d'environ 4,7%.

 <p>Budget 2025</p> <p>Section EXPLOITATION</p> <p>Recettes</p> <p>2/2</p>	76	Produits financiers (b)	3,00	3,00	0,00
	761	Produits de participations	3,00	3,00	0,00
	77	Produits exceptionnels (c)	8 614 080,00	9 005 139,32	0,00
	7711	Dépôts et pénalités perçus	2 000,00	2 000,00	0,00
	7714	Recouvrement créances admises en non valeur	1 827,00	214,00	0,00
	7718	Autres produits except. opérat° gestion	8 555 190,00	8 958 655,32	0,00
	773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	272,00	463,00	0,00
	775	Produits cessions d'éléments d'actif	13 550,00	1 050,00	0,00
	778	Autres produits exceptionnels	41 241,00	42 757,00	0,00
	78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	1 115,00		
	7817	Rep. dépréciat° actifs circulants	1 115,00		
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		13 826 422,00	14 495 357,32	0,00
	042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	31 639,00	35 767,00	0,00
	777	Quote-part subv. invest. transf. cpté résul	31 639,00	35 767,00	0,00
	043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE			31 639,00	35 767,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)			13 858 061,00	14 495 357,32	0,00
RESTES A REALISER N-1 (10)				0,00	
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)				370 917,68	
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES				14 866 275,00	

7- Imputations en section d'investissement pour l'année 2025

RAPPORTEUR : Pierre-Rémy BELPERRON

Conformément :

- à l'arrêté du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local
- à la délibération « Imputation en section d'investissement de biens meubles d'un montant inférieur à 500 € TTC » prise au Comité Syndical du 16 mars 2005 et visée en Préfecture le 23 mars 2005

Les bacs à roulettes pour la collecte sélective des ordures ménagères destinés aux particuliers sont des biens durables amortis sur une durée de neuf ans. Il est nécessaire de les inscrire dans cette délibération cadre annuelle pour les achats de l'année 2025.

De la même manière, conformément :

- à l'arrêté du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local
- à la délibération « Imputation en section d'investissement des grosses réparations sur les bennes de déchetteries » prise au Comité Syndical du 30 novembre 2005 et visée en Préfecture le 6 décembre 2005

Les bennes de déchetteries, lors de leurs achats sont amorties sur 15 ans, en incluant dans cette durée les réparations de portes, crochets, tôles et une peinture polyuréthane au bout de cinq ou six ans. Il s'avère donc nécessaire de les inscrire dans une liste complémentaire élaborée par la Collectivité pour les achats de l'année 2025.

De façon identique, les grosses **réparations des camions de collecte des ordures ménagères** (BOM) ainsi que celles des **camions bennes amovibles** (Ampliroll) ayant pour objectif l'augmentation significative de la durée de vie des véhicules constituent des immobilisations imputées en section d'investissement.

De la même manière, **l'achat de pièce complémentaire ou de rechange sur les conteneurs semi-enterrés, les conteneurs aériens** (verre, recyclables, ordures ménagères) et les **composteurs collectifs** (plaques perforées), ayant pour objectif l'augmentation significative de la durée de vie du matériel constituent des immobilisations imputées en section d'investissement. La durée d'amortissement sera de 5 ans, 7 ans ou 10 ans en fonction de la valeur d'achat des pièces (catégorie mobilier, matériel, outillage industriel selon matériel).

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Accepte** les termes de cette délibération concernant les imputations en section d'investissement pour l'année 2025 :
 - Des bacs de collecte sélective des ordures ménagères destinés aux particuliers
 - Des grosses réparations sur
 - Camions de collecte des ordures ménagères
 - Camions bennes amovibles
 - Bennes de déchetteries

- Les achats de pièce complémentaire ou de rechange sur les conteneurs semi-enterrés, les conteneurs aériens (verre, recyclables, ordures ménagères) et les composteurs collectifs (plaques perforées)

8- Recensement des marchés conclus durant l'année 2024

RAPPORTEUR : Philippe MONNERET

Le rapporteur rappelle qu'en application de l'article 133 du Code des Marchés Publics, le pouvoir adjudicataire est tenu de publier la liste des marchés conclus durant l'année précédente. Leur classification doit être conforme à l'arrêté du 21 juillet 2011.

Le Bureau Syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-10,

Vu le Code des Marchés Publics et notamment l'article 133,

Vu l'arrêté du 21 juillet 2011

Considérant qu'il convient de publier l'état des marchés conclus l'année précédente,

Après en avoir délibéré,

Le Bureau Syndical, réuni le 11 mars 2025 :

- a pris acte de la liste ci-annexée des marchés passés durant l'année 2024 qui sera publiée et affichée.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Prend acte** de la liste ci-annexée des marchés passés durant l'année 2024 qui sera publiée et affichée.

Récapitulatif annuel des marchés publics SICTOM de la Zone de Lons le Saunier – Année 2024

Marché de fournitures et services :

Marchés inférieurs à 40 000 € HT

Objet du marché	Attributaire	Montant HT	Dates de la notification ou début de l'exécution
Fourniture de bacs roulants insonorisés pour la collecte des ordures ménagères et de pièces détachées.	CONTENUR	26 062,00 €	09/04/2024

Fourniture et livraison de composteurs individuels ou collectifs en plastiques ou en bois et de bioseaux pleins ou ajourés (Groupement d'achat entre le SYDOM et les SICTOM adhérents) 1 – Composteurs individuels ou collectifs en bois 2 - Composteurs individuels ou collectifs en plastique 3 – Bioseaux pleins 4 – Bioseaux ajourés	1 – Scierie du Haut Jura 2 – Agec 3 – Solubio 4 – Solubio	Marché conclus pour une durée de 3 ans, Pour mémoire en 2024 11 876,80 €	03/05/2024
Fourniture et la livraison de 14 conteneurs à verre + 1 conteneur emballage, aériens avec photo 4m3 environ	ECONOX	30 120,00 €	05/06/2024
Traitement des plastiques durs des déchetteries du SICTOM	DEMAIN	En fonction des tonnages Pour mémoire en 2024 21 660,00 €	30/07/2024
Fourniture de pneus et montage/remontage	SJP	36 195,00 € (pneus uniquement)	16/09/2024
Etude préalable à l'instauration d'une redevance incitative sur ECLA	AUSTRAL INGENIERIE & ENVIRONNEMENT	30 300,00 €	16/10/2024

Marchés de 40 000 € HT à 220 999 € HT

Objet du marché	Attributaire	Montant HT	Dates de la notification ou début de l'exécution
Emission et livraison de titres restaurant pour les agents du SICTOM	UPCOOP	En fonction du nombre de ticket commandé : 11 734 tickets du 01/03 au 31/12/2024	27/02/2024
Extension des locaux du SICTOM 1 - Terrassement/VRD	1 - SARL FRENOT RAMBOZ 2 - SARL FRENOT	1 - 8 211,49 € 2 - 24 801,13 €	1 - 12/08/2024 2 – 12/08/2024

2 - Terrassement/VRD 3 - Charpente bois/couverture/mob/bardage 4 - Menuiseries extérieures 5 - Menuiseries intérieures 6 - Plâtrerie/peinture/faux plafond 7 - Chape/carrelage/faïence 8 - Sols souples 9 - Plomberie sanitaires 10 - Chauffage/VMC 11 - Electricité	RAMBOZ 3 - SARL MARILLER 4 - MENUISERIE PEGUILLET 5 - MENUISERIE PEGUILLET 6 - SAS BONGLET 7 - SCHIAVONE 8 - PERRIN MAZIER 9 - LACLERGERIE 10 - LACLERGERIE 11 - SARL DME	3 - 62 678,45 € 4 - 13 859,00 € 5 - 5 459,58 € 6 - 29 047,20 € 7 - 8 754,38 € 8 - 2 391,04 € 9 - 1 943,14 € 10 - 20 741,00 € 11 - 15 736,71 €	3 – 26/08/2024 4 – 09/09/2024 5 – 09/09/2024 6 – 12/08/2024 7 – 26/08/2024 8 – 20/08/2024 9 – 19/08/2024 10 – 19/08/2024 11 – 26/08/2024
Souscription des contrats d'assurances 1 – Assurance des dommages aux biens et risques annexes 2 – Assurance responsabilités et risques annexes 3 – Assurance des véhicules à moteur et risques annexes 4 – Assurance protection juridique 5 – Protection fonctionnelle des agents et des élus	1 – GROUPAMA 2 – PNAS/AERAS DOMMAGES 3 – AXA/LAC ASSURANCE 4 – 2C COURAGE/GROUPAMA 5 – SMACL	Marché conclu pour une durée de 4 ans, montants 2025 : 1 – 3 954,30 € 2 – 4 716,99 € 3 – 55 591,33 € 4 – 725,84 € 5 – 920,50 €	1 – 17/12/2024 2 – 17/12/2024 3 – 19/12/2024 4 – 02/01/2025

Marchés de plus de à 221 000 € HT

Objet du marché	Attributaire	Montant HT	Dates de la notification ou début de l'exécution
Fourniture en vrac de gazole	1 – DYNEFF 2 – FRANC COMTOISE CARBURANTS COMBUSTIBLES 3 – PETROLPERRET 4 – THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION	Marché conclu pour une durée de 4 ans pour mémoire en 2024 253 504,00 €	15/04/2024

9- Acquisition d'une benne à ordures ménagères et d'un camion ampliroll

RAPPORTEUR : Xavier RIVATTON

Il s'avère nécessaire de prévoir au Budget Primitif 2025, l'achat d'une benne à ordures ménagères et d'un camion ampliroll qui seront mis en circulation en 2026.

Pour l'acquisition des deux camions, une consultation en appel d'offres ouvert sera lancée prochainement.

Le montant du marché à intervenir pour ces deux véhicules pourrait s'élever à environ 490 000 euros TTC.

L'amortissement de chaque véhicule se fera sur dix ans.

Au cours de l'année 2026, il sera procédé à la vente d'un ou deux camions usagés dont l'immatriculation reste à déterminer en fonction du kilométrage du véhicule, de sa date d'acquisition et de son état.

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Autorise** la Présidente à signer tout document relatif à ce marché,
- **Donne** diligence à la Présidente pour procéder à la vente des camions usagés,
- **Dit** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2025 et exercices suivants :
 - Section d'Investissement :
 - en dépenses, au Chapitre 21 - Service 15 - Article 2182.
 - Section de Fonctionnement :
 - en recettes, au Chapitre 77 - Service 15 - Article 775.

10- Durée d'amortissement des frais d'études et d'insertion non suivis de réalisation

RAPPORTEUR : Daniel VINCENT

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4, le Comité Syndical doit déterminer les durées d'amortissement des comptes suivants :

Compte 2031 – Frais d'études non suivis de réalisation (études initiales rénovation extension du siège)

Compte 2033 – Frais d'insertion non suivis de réalisation (études initiales rénovation extension du siège)

Afin de faciliter le suivi de ces écritures d'ordre, sans incidence sur l'équilibre budgétaire, il est proposé d'amortir ces comptes sur 5 ans.

Compte à amortir – durée d'amortissement

Compte 2031 – Frais d'études non suivis de réalisation (études initiales rénovation extension du siège)

Numéro de l'inventaire : 75/21

Durée d'amortissement : 5 ans
Valeur nette comptable au 31/12/2024 : 12.431,43 €
Montant de l'amortissement pour l'année 2025 : 2.486,00 €

Compte 2033 - Frais d'insertion non suivis de réalisation (études initiales rénovation extension du siège)

Numéro de l'inventaire : 11/20
Durée d'amortissement : 5 ans
Valeur nette comptable au 31/12/2024 : 318,00 €
Montant de l'amortissement pour l'année 2025 : 63,00 €

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré à l'unanimité des présents

- **Accepte** la durée d'amortissement des frais d'études et d'insertion non suivis de réalisation comme définie ci-dessus.

- **Dit** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 en recettes d'investissement ; au chapitre 040 - service 00, articles 28031, 28033 – en dépenses de fonctionnement ; au chapitre 042 - service 00, article 6811.



Budget 2025 Section INVESTISSEMENT

Dépenses

1/2

III – VOTE DU BUDGET				
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES				
Chap / art (1)	Libellé (1)		Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)		15 107,00	16 356,00
2031	Frais d'études	Nouveaux sanitaires collecte (si nécessaires)	2 880,00	4 000,00
2033	Frais d'insertion		4 000,00	3 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	Logiciels JVS	8 227,00	9 356,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		707 334,00	1 451 313,00
2111	Terrains nus	Terrain Bletterans	7 616,00	7 616,00
2135	Installations générales, agencements		29 740,00	8 736,00
2138	Autres constructions	Trappes désenfumage; peinture au sol)	3 000,00	0,00
2182	Matériel de transport		295 000,00	993 020,00
2183	Matériel de bureau et informatique		9 820,00	11 462,00
2184	Mobilier	BOM; Ampliroll;	12 730,00	6 077,00
2188	Autres immobilisations corporelles	véhicule de service; Benne verre	349 428,00	424 402,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)		290 850,00	61 845,00
2313	Constructions		290 850,00	61 845,00
	Total des dépenses d'investissement	Bacs, Conteneurs, composteurs collectifs, bennes, abri bacs biodéchets, gros outillage	1 013 291,00	1 529 514,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	Nouveaux sanitaires, fin extension siège	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00	15 177,00
1641	Emprunts en euros		0,00	15 177,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)		0,00	20,00

Un membre de l'assemblée souhaite avoir des informations complémentaires sur le différentiel concernant l'article 2182 – « matériel de transport »

M. Alain MOUILLOT apporte les précisions sur ce point :

- 300 000,00 € pour l'achat d'une benne à ordures ménagères,
- 190 000,00 € pour l'achat d'un véhicule ampliroll,
- 443 020,00 € pour l'achat d'un véhicule pour la collecte du verre,
- 35 000,00 € pour l'achat d'un véhicule de service.

Ces achats seront réalisés en 2026 mais doivent être inscrits au budget 2025 afin de pouvoir lancer les appels d'offres et seront financés par les dotations en investissement.



Budget 2025

Section
INVESTISSEMENT

Dépenses

2/2

26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	15 177,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 013 291,00	1 544 691,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (7) (8)	31 639,00	35 767,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	31 639,00	35 767,00	0,00
13911	Sub. éqpt cpte résult. Etat	21 495,00	21 495,00	0,00
13912	Sub. éqpt cpte résult. Régions	0,00	4 128,00	0,00
13915	Sub. éqpt cpte résult. Groupements	456,00	456,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	9 688,00	0,00	0,00
139188	des tiers	0,00	9 688,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
dés	Opérations patrimoniales (9)	4 187,00	9 250,00	0,00
	Matériel de transport	1 728,00	2 250,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	108,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 351,00	7 000,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		35 826,00	45 017,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 049 117,00	1 589 708,00	0,00

RESTES A REALISER N-1 (10)		289 276,00
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		1 878 984,00



Budget 2025

Section
INVESTISSEMENT

Recettes

1/3

III – VOTE DU BUDGET SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)
13	Subventions d'investissement	79 939,50	167 070,00
1312	Subv. éqpt Régions	12 834,00	25 495,00
1318	Autres subventions d'équipement	67 105,50	0,00
13188	des tiers	0,00	141 575,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	648 050,00	0,00
1641	Emprunts en euros	648 050,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		727 989,50	167 070,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	328 431,78	413 797,82
10222	FCTVA	44 961,44	413 797,82
1068	Autres réserves	283 470,34	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
Total des recettes financières		328 431,78	413 797,82



Budget 2025

Section
INVESTISSEMENT

Recettes

2/3

TOTAL RECETTES REELLES		1 056 421,28	580 867,82
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (6) (7)	790 726,00	891 075,00
28031	Frais d'études	0,00	2 486,00
28033	Frais d'insertion	0,00	63,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	12 041,00	12 645,00
28121	Aménagement Terrains nus	660,00	660,00
28128	Aménagement Autres terrains	246,00	286,00
28131	Bâtiments	13 263,05	13 264,00
28135	Installations générales, agencements, ...	39 993,15	14 072,00
28138	Autres constructions	199 118,20	199 380,00
28148	Autres constructions sur sol d'autrui	3 776,18	3 774,00
28153	Installations à caractère spécifique	318,00	323,00
28154	Matériel industriel	3 329,00	3 329,00
28181	Installations générales, agencements	583,00	585,00
28182	Matériel de transport	343 783,41	478 316,00
28183	Matériel de bureau et informatique	15 367,64	12 780,00
28184	Mobilier	1 843,09	377,00
28188	Autres	156 404,28	148 735,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		790 726,00	891 075,00
041	Opérations patrimoniales (8)	4 187,00	9 250,00
2031	Frais d'études	0,00	6 250,00
2033	Frais d'insertion	4 187,00	3 000,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		794 913,00	900 325,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 851 334,28	1 481 192,82



Budget 2025

Section
INVESTISSEMENT

Recettes

3/3

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 851 334,28	1 481 192,82	0,00
--	--------------	--------------	------

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
---------------------------	------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	397 791,18
---	------------

Page 18

SICTOM DE LA ZONE DE LONS-LE-SAUNIER - SICTOM DE LA ZONE DE LONS-LE-SAUNIER - BP (projet de budget) - 2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
----------------	-------------	---	-------------------------------	----------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 878 984,00
--	--------------

11- Budget primitif 2025

RAPPORTEUR : Valérie OVISTE-BRENOT

Au vu du projet de Budget primitif joint en annexe,

Le Bureau Syndical réuni le 11 mars 2025 a émis un avis favorable.

Le Comité Syndical après avoir délibéré :

ABSTENTION	CONTRE	POUR
1	0	95

- **Adopte** le Budget primitif de l'exercice 2025, reprenant les résultats des sections d'investissement et de fonctionnement de l'exercice 2024,

- **Vote**, par chapitre, en dépenses et en recettes, les crédits inscrits en section d'investissement et de fonctionnement,

- **Adopte** les balances des sections d'investissement et de fonctionnement et la balance générale.

ACTUALITES

(en bref)



- Collecte des biodéchets à LONS LE SAUNIER en deux phases : juin 2025 et septembre 2025
- Rappel : Fin des horaires canicule, horaires « été » en déchetteries en juillet et en août
- Prochains axes de travail SICTOM pour limiter les déchets :
 - Favoriser le réemploi (matériaux, espaces réemploi en déchetteries, consignes emballages « à emporter »)
 - Décentraliser le traitement des déchets verts dans les communes, broyage sur place et compostage
 - Mise à disposition de gravats pour les particuliers (matériaux de terrassements)

La DREAL a confirmé la possibilité de la mise à disposition de gravats pour les particuliers, ceux-ci devront toutefois informer leurs communes des modalités et du lieu d'utilisation de ces gravats.

Jean-Claude ROUSSEL élu de la commune de Conliège, demande où doivent être déposées les bouteilles de protoxyde d'azote qui ont été refusées en déchetterie.

Agnès SPECQ-LUTHI répond qu'il est demandé aux communes de les conserver temporairement. Le SICTOM n'a pour l'instant pas les autorisations nécessaires, ni la place pour les stocker.

Une piste de traitement est possible avec l'entreprise CHIMIREC mais est extrêmement coûteuse.

Des démarches sont en cours auprès des services de l'Etat.

Un membre de l'assemblée fait remarquer que le traitement de ces déchets devrait incomber aux producteurs.

Agnès SPECQ-LUTHI fait savoir que le SICTOM n'est pas en contact direct avec les producteurs. De plus, les achats s'effectuent sur internet.

Cette année, le SICTOM, en partenariat avec le Cluster Jura va démarrer une expérimentation sur Lons le Saunier pour le réemploi des emballages des produits à emporter.

Le projet étant que les usagers repartent avec des emballages consignés en verre et qu'ils les rapportent propres aux restaurateurs.

Christophe PERREY explique qu'il est très difficile pour les communes de faire passer le message sur la réduction des déchets alors qu'il n'y a pas de discussion avec les producteurs. Un travail doit être réalisé en amont par les producteurs.

Mme Agnès SPECQ-LUTHI rappelle que les discussions avec les producteurs se font au niveau national, le SICTOM n'a pas de moyen direct.

La mission du SICTOM est d'inciter les usagers à ne plus acheter les produits emballés et privilégier les consignes.

Des moyens humains vont être mis en place au SICTOM pour accompagner les collectivités et les restaurateurs qui souhaitent s'investir dans ce projet.

Le SICTOM sera présent sur l'organisation des « jeudis de pays » du secteur de Bresse Haute Seille et proposera des emballages consignés sur ces soirées.

M. Pierre GROSSET rappelle que les Eco organismes avec les Eco contributions ont été créés pour permettre le traitement et l'élimination des déchets produits par les producteurs afin de les inciter à réduire la production d'emballages. Or ceux-ci se sont contentés de faire payer le consommateur en ajoutant les contributions au prix des produits vendus.

M. Guy DUPUIS constate que le consommateur paie toujours pour l'élimination des déchets produits.

Les Eco filières se démultipliant, la gestion des déchets en déchetterie devient très compliquée.

Favoriser le réemploi par la mise en place de « matériauuthèques » ou d'espaces au sein des déchetteries est effectivement une bonne idée, attention toutefois à l'économie sociale et solidaire, qui elle crée des emplois en insertion, cela peut être dommageable.

Le traitement décentralisé des déchets verts dans les communes doit s'accompagner de mesures de contrôle et trouver des débouchés pour ces déchets.

Mme Agnès SPECQ-LUTHI explique que pour le réemploi des déchets en déchetterie le SICTOM a mis en place des conventions avec OASIS et l'ADAPÉMONT, précisant que la priorité leur est donnée dans le réemploi.

Tous les déchets à disposition pour le réemploi dans les déchetteries ne concernent que les déchets que les associations n'ont pas souhaité récupérer.

Mme Sylvie PAROISSE, élue de la commune de Fontainebrux demande si le SICTOM a déjà réfléchi à l'organisation concernant la décentralisation des déchets verts et qui aura la charge financière du traitement. Les petites communes n'ont pas les moyens de les gérer car elles ne disposent pas toujours d'employé communal.

Mme Agnès SPECQ-LUTHI explique que sur le territoire du SICTOM, plusieurs dispositifs sont déjà mis en place comme sur les communes de Briod ou d'Arinthod.

Elle précise qu'il est préférable de disperser les déchets verts sur différents petits sites afin de limiter l'impact sur l'environnement et moins de procédures administratives pour autoriser le broyage et l'utilisation d'un compost.

Il s'agit pour l'instant de discussions et de travail en collaboration avec les communes pour la mise à disposition de terrains, la gestion et la surveillance de ceux-ci.

Le traitement des déchets verts est entièrement à la charge du SICTOM et représente un coût de 200 000 € par an.

Le SICTOM conservera la compétence déchets, le partenariat est à discuter et à construire avec les communes.

L'intérêt de ce projet est aussi de produire et récupérer du compost.

M. Cyril BOULET, élu de la commune de Briod explique qu'il a été mis en place sur la commune un espace de récupération des inertes et des déchets verts.

Cet emplacement est à l'écart du village équipé d'une barrière. Le site est ouvert le samedi et plus régulièrement à la saison estivale, il est fermé en hiver.

Les usagers respectent les consignes d'accès et de dépôt, la commune ne rencontre pas de difficultés particulières, dans l'ensemble la gestion du site se passe bien.

Une entreprise locale vient broyer les déchets verts 2 à 3 fois par an à la charge de la commune. L'objectif pour cette petite commune de 200 habitants n'est pas de vendre le compost mais de l'utiliser au sein de la commune et le proposer aux habitants, de réduire les volumes et éviter d'emmener les déchets verts en déchetterie.

M. Guy DUPUIS souhaite également faire partager l'expérience d'Arinthod.

La déchetterie dispose d'une grande surface de stockage de déchets verts que les services de la DDE viennent régulièrement pousser.

Les déchets verts sont broyés 1 fois par an, au mois de novembre, les andains sont retournés tous les 15 jours pendant 4 mois. A l'issue une prise d'échantillon est effectuée qui donne lieu à des analyses. Il est réalisé un tamisage des andains pour éliminer les plastiques ou autres déchets.

Le travail se fait en collaboration avec le SICTOM qui assure financièrement le broyage, la communauté de communes qui a mis à disposition le terrain de l'ancienne déchetterie et l'ADAPEMONT qui assure la main d'œuvre.

La production de compost a évolué depuis la mise en place de ce projet pour passer de 50 tonnes à 150 tonnes.

M. BENHELLI, élu de la commune d'Ecrille est un peu agacé car il rappelle qu'il y a quelques années il a été demandé aux communes de fermer les décharges et maintenant cette décision est remise en cause.

La gestion du dépôt de ces déchets va être très compliquée au sein des petites communes qui ne disposent pas toujours d'agent communal, les élus vont être mis à contribution pour faire « la police ».

De plus, les emplacements sont localisés en périphérie des communes et difficiles à contrôler, il y a donc un risque de dépôts de déchets non conforme car non surveillé.

Certes il y a la possibilité de récupérer ainsi du compost, mais il risque également d'être déposé de l'amiante, des bouteilles de protoxyde d'azote ou d'autres déchets nocifs et polluants.

Il propose que ce projet ne soit pas imposé mais soit mis en place, dans un premier temps, sur des communes volontaires.

M. Pierre Rémy BELLERON, élu de la commune de La Chailleuse confirme que la réouverture de sites de dépôts de déchets verts sur les communes va être très compliquée à gérer et à mettre en place pour les diverses raisons de gestion et de sécurité.

La Présidente explique que pour l'instant il est bien sûr prévu de travailler en partenariat avec des communes volontaires sur ce projet.

Mme Agnès SPECQ-LUTHI explique que les projets et les objectifs sont différents d'une commune à l'autre ou d'un territoire à l'autre.

L'objectif est également de montrer qu'il ne s'agit pas d'un déchet vert mais d'une ressource.

Il s'agira de s'adapter à chaque demande ou proposition il ne peut pas y avoir une gestion uniforme sur l'ensemble du territoire.

Patrick BOULANGER, élu de la commune Thoirette-Coisia explique qu'ils ont 2 espaces au sein de leur commune. Les employés municipaux s'occupent de pousser les déchets verts pour gagner de la place et ceux-ci sont broyés 1 à 2 fois par an par un agriculteur dont le coût est pris en charge par la commune. Le site est ouvert et accessible toute l'année. Le compost est utilisé par les employés municipaux pour la commune et mis à disposition des habitants. La gestion se passe bien malgré quelques dépôts sauvages au début mais depuis tout est rentré dans l'ordre.

L'ordre du jour étant épuisé la Présidente lève la séance à 20h15.

La Présidente du SICTOM

p.o. 

Valérie OVISTE BRENOT

La secrétaire de séance



Chantal MARTELIN